



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

21-08-2014

Mettre un terme à cette politique

« **P**as question de changer de politique » c'est ce que le gouvernement socialiste et ses alliés, avec l'accord du Medef, répètent sans cesse.

Aux ordres des multinationales, Hollande et ses clones européens appliquent avec minutie les décisions que les grands groupes capitalistes leur dictent.

Les résultats de cette politique sont catastrophiques pour les peuples.

En France, depuis 2008 :

- 554 800 postes ont été supprimées,
- les investissements ont reculé de 6,7 %,
- la production industrielle a diminué de 14,2 %,
- la consommation des ménages est six fois inférieure à la période 2004 – 2007.
- Le nombre de contribuables a augmenté de 16,9 millions à 19,2 millions.

C'est cette politique que Hollande veut accélérer par de nouvelles « réformes ».

230 milliards d'euros de cadeaux aux patrons ne suffisent pas, le Medef en réclame plus, il demande au gouvernement de « poursuivre dans cette voie ». Et pour cause ! Les dividendes distribués aux actionnaires ont augmenté de 30 % entre avril et juin de cette année, preuve que toutes les mesures prises dans le pacte de responsabilité ne servent qu'à gonfler les profits des multinationales et n'ont aucun effet sur l'économie du pays. En un an (juin 2013 – juin 2014), 63000 entreprises ont fermé leurs portes.

En Europe, les plans d'austérité produisent les mêmes effets : la production industrielle en Allemagne (le modèle du capital) a fortement

chuté, en Angleterre, Italie, Espagne, Grèce, Irlande etc., le chômage, la pauvreté atteignent des niveaux record.

Les arguments pour justifier cette politique sont toujours les mêmes « compétitivité, coût du travail, contraintes sociales... ». Aujourd'hui la propagande capitaliste développe l'idée que « la déflation » et les directives européennes sont un obstacle au développement de l'économie, en oubliant de dire que ces « directives » sont votées par l'ensemble des états européens dont la France.

Hollande et ses alliés, confrontés au profond mécontentement (85 % des Français rejettent cette politique) tentent de faire croire qu'il n'y a pas de politique de rechange.

Nationaliser les grands groupes industriels et financiers, donner la maîtrise des moyens de production et des banques au peuple en expropriant les multinationales, voilà ce que propose Communistes.

Contrairement à ce que déclarent les tenants du pouvoir il y a une politique de rechange, il faut la conquérir par un seul et unique moyen : la lutte.